III) SUR LES AUTRES ELEMENTS IMPLIQUANT LE DOUTE SUR LA CULPABILITE DE MADAME MENOUX

A) Sur l'ordonnance de mise en accusation rendue par le juge d'instruction du Tribunal de grande instance de Paris

L'ordonnance de mise en accusation rendue le 10 octobre 2008 évoquait plusieurs éléments dont le cambriolage du 13 juin 2004, perpétré ou commandité par Mme Menoux, lequel n'a fait l'objet d'aucune procédure parallèle.

Ainsi, le cambriolage du 13 juin 2004, dont résulterait, 15 jours plus tard le dépôt d'un faux testament au bénéfice de Madame Menoux, a impliqué de nombreux protagonistes. Cependant, aucun de ces derniers n'a fait l'objet de poursuites judiciaires pour les faits reprochés.

Ainsi, M. Barbereau, qui a été suspecté d'avoir commis ce cambriolage, n'a jamais été poursuivi pénalement pour ces faits. De même M. Bonnes qui se serait rendu coupable du recel de ces objets n'a pas non plus été poursuivi.

Par suite, il sera constaté que l'ordonnance de mise en accusation a soulevé des faits qui étaient loin d'être prouvés juridiquement, pour justement, soutenir l'accusation.

B) Sur la feuille de motivation de la Cour d'assises de l'Essonne

La feuille de motivation de la Cour d'assises d'Essonne comporte de nombreux éléments qui apparaissent en inadéquation avec les faits présentés dans le dossier ou ultérieurement découvert.

Ainsi, il est évoqué d'autres objets, issue du cambriolage de M. Mascaras, au domicile de M. Riord, lesquels mèneraient à Madame Menoux. Or, M. Riord n'a pourtant pas fait l'objet de poursuites judiciaires pour cette détention.

La Cour revient sur le testament de Monsieur Mascaras, déposé par une autre personne un 28 juin, or il est rappelé que le testament n'a pas été déposé un 28 juin contrairement à ce qui est énoncé dans la feuille de motivation.